

CGT Développement humain durable et politique globale du travail

introduction aux débats du 1er juillet 2010

Le plus souvent, le travail est absent du « développement durable ». Parler de développement « humain » durable représente ainsi une manière de s'approprier et d'enrichir une notion. Cela nous conduit à essayer d'articuler des questions ayant trait au travail avec des enjeux de développement. Quand on parle de développement humain durable, il s'agit de la place de l'homme dans la nature, cette place étant entendue dans une perspective où le genre (rapports hommes/femmes) imprègne la démarche, les actes de toutes et tous. Il s'agit aussi, avec le développement humain durable, de systèmes normatifs, ceux d'une recherche de haute qualité environnementale (HQE) et d'une haute qualité sociale (HQS). Les deux conventions sont bien différentes, mais si on admet que les normes ne peuvent pas se développer sans disposer de références anthropologiques, il est nécessaire de préciser ces normes. C'est ici que la perspective du genre trouve un sens. Aussi, importe-t-il de se concerter et d'élaborer des définitions et des représentations. Quatre principales questions sont proposées à la discussion : travail, productivité, besoins et aspirations humaines ; temps et espaces ; l'individu et le collectif ; et sur le plan de l'action ?

Travail, productivité, besoins et aspirations humaines

En lien avec les précédents séminaires sur « travail et émancipation », rappelons que le travail est tout à la fois un besoin de se reproduire et de se transformer, soi même et collectivement, et un moyen de satisfaire des besoins essentiels et aspirations humaines. Il est aussi une source de création, d'exigences. Car le travailleur veut accomplir sa tâche correctement ; il veut voir le bout de ses actes, en saisir la finalité, exercer un métier, autrement dit, exercer un travail de qualité. Aucune transformation ne sera possible sans prise en compte du réel du travail. Or, qui mieux que le travailleur a la connaissance de ce réel ? Cela implique, en dépit de tout ce qui échoue à advenir, de ne pas s'en tenir à une analyse en terme de la seule « souffrance », terminologie qui, de fait, contribue à une dévalorisation du travail... et des travailleurs. Cependant, l'enjeu n'est pas seulement de parvenir à un travail de qualité, mais de comprendre qu'il s'agit d'un travail qui participe aux besoins du développement humain durable. On distinguera donc un travail de qualité au sens des conditions de travail des producteurs, de la qualité du mode de vie. Le premier peut être une source de nuisances – on pourrait, par exemple, parler de la voiture électrique qui, bien que non indemne de nuisances, « sauve » l'industrie automobile et permet de sauvegarder des emplois. Mais si elle est propre du point de vue du CO2, elle reste une source d'encombrements, favorise l'extension des banlieues, etc. Il est ainsi possible de concevoir un travail offrant des satisfactions aux réalisateurs, et qui génère des destructions, notamment celles des modes de vie, de la nature. Or, l'ambition est bien de réintégrer la politique du travail dans un avenir respectant la nature comme patrimoine de l'humanité autant que comme ressource de vie et de production.

Mais alors, quelle production ? Autrement dit, pour quelle croissance ? Devrait-on envisager une transformation du travail, créateur d'emplois, de nouvelles efficacités des emplois existants, débouchant sur une nouvelle façon de produire de la valeur ? La question serait bien de savoir que produire et comment, de réfléchir à une autre vision de la richesse, de la valeur et, en amont, de concevoir un élargissement équilibré des besoins et aspirations humaines et un autre partage de la richesse créée. Le propre du mode de production capitaliste est de reposer sur la séparation besoins-aspirations/valeur créée. Et la production des conditions d'existence n'obéit pas à une logique de réponse aux besoins essentiels et aux aspirations, mais à celle de profit. Il est nécessaire de sortir du mécanisme quantitatif, du « toujours plus », qui porte atteinte à l'homme comme à la nature. Il est

nécessaire de s'attaquer à la manière dont se crée et se partage la valeur. Dans tous les cas, il est nécessaire de rompre avec le modèle économique actuel consistant à produire de nouveaux produits pour de nouveaux marchés. On perçoit les effets de ces gaspillages permanents sur la nature, mais également sur le travail, car l'intensité excessive du travail s'oppose au maintien et à l'accroissement de la santé et des compétences.

Temps et espaces

L'un des points de départ du développement humain durable consiste à concilier le temps long de l'activité humaine avec celui de la protection de la nature – on emploiera le terme de nature plutôt que celui « d'environnement », ce dernier renvoyant à la sphère marchande et financière. Il s'agit, en effet, de penser la perspective générale des relations de l'homme à la nature. Mais si nous admettons que l'homme est une partie de la nature – l'homme n'étant pas un empire dans un empire – nous pouvons admettre qu'en transformant nos rapports sociaux, nous transformons la nature. Aussi, la relation de l'homme à la nature passe-t-elle par une autre relation des hommes entre eux, notamment, par un autre rapport salarial comme compromis fondamental entre capital et travail. Si l'avenir est compromis par la pauvreté – qui croît et dont les formes se modifient, puisqu'elle se développe y compris dans les pays riches – la richesse compromet tout autant l'avenir si on considère l'empreinte écologique. Tous les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux, qu'il s'agisse de la dégradation des sols et des ressources en eau, ou de l'effondrement de la biodiversité dont les premiers effets sont alimentaires, sanitaires et migratoires. Le travail décent dans toutes ses dimensions est le minimum de ce qu'on pourrait nommer un « bien commun », au même titre que les biens communs environnementaux ou la stabilité monétaire ou l'environnement financier de l'économie. Le thème des relations étroites entre « un autre travail » et un autre modèle de développement n'est pas facile à penser. D'abord, parce qu'on est a priori dans des temporalités différentes, celles des luttes immédiates pour un travail décent et pour l'emploi aujourd'hui et demain, et celles des luttes ici et maintenant pour un avenir écologiquement et socialement soutenable à long terme. Autrement dit, penser le long terme d'une société en négligeant les différents horizons temporels du travail et de l'emploi est une impasse. Les biens communs doivent donc se trouver dans les produits et dans les manières de produire, pour construire une valeur ajoutée durable. L'objectif est très précisément d'intégrer plus largement les biens communs – et des droits – à la valeur ajoutée. Cette vision des choses pourrait contribuer, avec bien d'autres mesures, à redonner au travail un sens souvent perdu, celui de la compréhension et de la maîtrise des finalités d'utilité sociale et écologique de la production. Payer des gens dans les entreprises pour réfléchir à la façon de faire durer les biens plus longtemps, de les rendre recyclables, c'est quand même plus motivant que le tout jetable !

Le capital financier qui évolue en bulles et qui domine les décisions des grandes entreprises n'est pas du travail mort. C'est une excroissance déconnectée de l'économie réelle mais toxique pour cette dernière, une tumeur qui peut être fatale. Et c'est tout autant une tumeur pour les écosystèmes, car elle privilégie par essence le court terme. Il faut donc élargir la thématique de l'exploitation du travail à celle de l'exploitation de la nature, car l'exploitation du travail fait partie de l'exploitation de la nature, et réciproquement. Chaque fois qu'il y a exploitation de la nature ou du travail, celle-ci signale l'existence d'un « abus ». Le temps de la finance s'oppose à celui de l'homme et de la nature. On pourrait dire que la reproduction de la force de travail et celle des ressources naturelles renouvelables sont menacées par de semblables logiques d'exploitation, de dumping. Il appartient donc aux mouvements sociaux de défendre non pas la nature en soi, comme extériorité, mais les conditions d'une vie où l'homme est une partie de la nature, maintenant et à l'avenir. Dans une économie mondialisée, la production nationale – et donc le travail – est soumise à la concurrence des

produits réalisés hors des frontières, notamment dans les pays à bas salaires, sans protection sociale et aux conditions de travail dégradées. Le rejet d'un protectionnisme uniforme ne signifie pas que l'on s'abstienne de militer pour des protections équitables. Mettre en œuvre des protections équitables, ancrer les activités dans les territoires (par la reconnaissance/mobilisation des compétences et non par la réduction des coûts ou l'exploitation sans limite des ressources naturelles) suggèrent que la satisfaction des besoins passe aussi par celle de l'organisation de l'espace et des biens et services collectifs. A leur tour, les biens et les services collectifs structureront les comportements des utilisateurs. Ainsi, il y a bien une question de temporalités, mais aussi une question d'échelle spatiale du jugement, entre le travail immédiat dans son contexte local et national, et le contexte global ou planétaire. Mais ces considérations spatiales nous conduisent aussi à une mise en perspective des politiques patronales différentes selon les pays, organisant ou non le temps long des salariés, par exemple par des processus de formation et par l'accès à un système de santé de qualité basé sur la prévention. Elles nous conduisent également à considérer les migrations et les nouvelles géographies du travail, du local au global, sans oublier le national. En soulignant que la question de la distinction femmes/ hommes est au cœur des migrations, on mettra en évidence l'existence de plusieurs circuits globaux du travail. On soulignera aussi la montée du travail de care (prendre soins), notamment en tant que service « collectif », et l'importance de l'altruisme dans une société valorisant les valeurs individualistes.

L'individu et le collectif

Avec les nouvelles formes de management, mais aussi avec des analyses restrictives des situations de travail, tout a été fait pour laisser croire que l'individu primait sur le collectif. On a pu parler d'un « éclatement du salariat », afin d'évoquer des réalités diversifiées et des images collectives de plus en plus fragmentées. Or, de fait, le travail est collectif car le travail est un rapport social ! Pris dans des politiques patronales qui les rendent dépendants d'une seule entreprise, les salariés eux-mêmes vivent l'emploi indépendamment de perspectives de mobilité que pourraient leur offrir des formations et la détention d'un métier. C'est ainsi que, en sus des problèmes économiques, la perte de l'emploi est devenue le synonyme de la perte de soi. L'appauvrissement des appartenances traditionnelles a souvent conduit à porter l'accent sur des processus de « désaffiliation ». Ainsi, la question de la réinvention, de la découverte de collectifs se pose, car elle permet d'appuyer l'émancipation des individus. Contrairement aux idées reçues, les conflits et les résistances ordinaires au travail n'ont pas régressé ces dernières années. Les analyses en termes de genre ont mis en évidence l'élévation des formes de précarisation et la fragilité des protections, mais elles soulignent aussi les nombreuses ressources mobilisées pour résister. Il convient donc de s'interroger sur les obstacles et les conditions d'émergence de collectifs. Ceux-ci ne sont pas vécus de façon identique selon le genre. En effet, l'idée que le collectif est masculin tandis que la division et la concurrence régneraient au féminin reste une représentation partagée, y compris chez des travailleuses. La représentation du collectif trouve son sens notamment – mais pas exclusivement – lorsque les cloisons entre vie privée et vie professionnelle sont interrogées. Car, en raison de leur place dans la division sexuelle du travail, les femmes développent un rapport particulier au travail : pour elles, comme l'écrit Danièle Kergoat, « le travail forme un tout », est un « continuum ». Les choix ayant trait aux besoins et aspirations sont aussi, voire surtout de nature collective. En prenant à nouveau notre exemple de la voiture électrique, on dira que c'est une voiture individuelle propre et, si on suit les partisans de la taxe carbone, il n'y a pas de raison pour entraver le développement d'une voiture propre. Au contraire, puisque la taxe serait là pour l'encourager. Mais du point de vue du développement humain durable est-ce souhaitable ? Le développement humain durable implique en effet un point de vue collectif et pas seulement un libre choix individuel. Pour le dire autrement, consommer propre ne se réduit pas à produire propre. Cela nécessite une approche collective du

mode de vie, de l'organisation de l'espace et du temps. Et finalement, il apparaîtra que le transport en commun reste une exigence du développement humain durable, lequel a sur l'emploi des conséquences d'un autre ordre